



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour les affaires régionales**

ACCORD-CADRE

PRESTATIONS DE SERVICES

APPEL D'OFFRES OUVERT

ACCORD-CADRE

**Accord-cadre relatif à la maintenance des
systèmes de sécurité incendie (SSI) des
équipements d'alarme (EA) et des équipements
de lutte contre l'incendie (ELI) pour les besoins
de l'État et ses opérateurs en région PACA**

**Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P)
de l'accord-cadre commun à tous les lots**

La procédure de consultation utilisée pour la passation du présent accord-cadre est la suivante :

APPEL D'OFFRES OUVERT PASSÉ EN APPLICATION DE L'ARTICLE R 2124-2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Sommaire

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
2 MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS – DÉFINITION.....	4
3.1 maintenance curative (dépannage) pour SSI-EA et ELI.....	4
1.1. Maintenance des systèmes de sécurité incendie (SSI).....	5
1.1.1. Maintenance préventive.....	5
1.1.2. Maintenance corrective.....	6
1.2. Maintenance des équipements d'alarme (EA).....	6
1.2.1. Maintenance préventive.....	6
1.2.2. Maintenance corrective.....	7
1.3. Maintenance des équipements de lutte contre l'incendie (ELI).....	7
1.3.1. Maintenance préventive.....	7
1.3.2. Maintenance corrective.....	7
3 DÉLAIS DE RÉALISATION.....	9
3.1 Maintenance préventive.....	9
3.2 Maintenance curative.....	9
3.3 Maintenance corrective.....	9
4 Démarrage des prestations.....	9
4.1 Désignation d'un interlocuteur.....	9
4.2 Inventaire des équipements.....	9
4.3 Réalisation de plan.....	10
1.4. Systèmes de sécurité incendie (SSI).....	10
1.5. Équipements d'alarme (EA).....	10
1.6. Équipements de lutte contre l'incendie (ELI).....	11
4.4 Planning des interventions.....	11
5 DOCUMENTATION.....	11
5.1 Dossier d'identité du SSI (lots 1 à 5 uniquement).....	11
5.2 Rapport d'intervention.....	11
5.3 Registre de sécurité.....	12
5.4 Rapport annuel d'intervention.....	12
5.5 Synthèse annuelle.....	13
Article 2. Outil de suivi du contrat.....	13
Article 3. Normes et référentiels.....	13
3.1. Normes applicables.....	13
3.2. Référentiels techniques.....	14
6 DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INNOVATION.....	15
6.1 Qualité environnementale des produits et équipements.....	15
3.3. Gestion des déchets.....	15
3.4. Éco-conduite.....	15
7 CLAUSES DIVERSES.....	16

7.1 Obligation de conseil.....	16
7.2 Plan de prévention.....	16
7.3 Outillage.....	16
7.4 Nettoyage.....	16
7.5 Récupération d'équipements.....	16
7.6 Prestations sur bâtiments classés.....	16

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent contrat est conclu sous forme d'un accord cadre à marché subséquent.

Il a pour objet la maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie (SSI) des équipements d'alarme (EA) et des équipements de lutte contre l'incendie (ELI).

Il est mono-attributaire (un seul attributaire par lot) et donne lieu à l'émission d'un marché subséquent qui s'exécute à bons de commande en vertu des articles R 2162-2 et suivants du code de la commande publique. L'accord-cadre est conclu sans minimum et comporte un maximum par lot. Le montant maximal du présent accord-cadre est fixé à **12 400 000,00 €**.

Les prestations démarrent à compter de la notification du marché subséquent.

Le présent CCTP définit les attendus techniques pour l'ensemble des lots.

2 MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS – DÉFINITION

Les prestations de maintenance comprennent l'ensemble des opérations nécessaires pour assurer le bon fonctionnement, la sécurité et la conformité des systèmes de sécurité incendie (SSI), des équipements d'alarme (EA) et des équipements de lutte contre l'incendie (ELI). Ces prestations se divisent en maintenance préventive, curative et corrective, chacune ayant des spécificités propres détaillées dans les sections suivantes.

3.1 maintenance curative (dépannage) pour SSI-EA et ELI

La maintenance curative correspond au dépannage consécutif à une panne ou un dysfonctionnement constaté sur une installation, elle comprend la remise en fonctionnement normal ou en mode dégradé. La maintenance palliative inclut :

- Le diagnostic de la défaillance (détection, localisation, analyse, compte rendu)
- Remise en état consécutif avec ou sans modification pouvant comprendre le remplacement de toute pièce d'un montant unitaire inférieur à 200 € HT.

La maintenance curative a pour objet la remise en état des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation constatée soit par le Titulaire, soit par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) et communiquée via des demandes d'intervention.

3.1.1. Définition des Interventions

Les interventions de maintenance curative se déclinent comme suit :

- **Dépannage** : Intervention consistant à un diagnostic et une remise en état de fonctionnement effectuée in situ, parfois sans interruption de fonctionnement de l'ensemble concerné, avec un caractère provisoire.
- **Réparation** : Intervention consistant à un diagnostic et une remise en état de fonctionnement, faite in situ ou en atelier, parfois après dépannage, avec un caractère définitif.

3.1.2. Interventions Inclues dans les prestations forfaitaires de dépannage

Le Titulaire doit effectuer tout dépannage dans le cadre de ses prestations forfaitaires. En ce qui concerne les réparations, le Titulaire doit, dans le cadre de ses prestations forfaitaires :

- La main d'œuvre pour toutes les opérations de diagnostic et de réparation ne nécessitant pas la mise en œuvre d'une pièce dont le montant unitaire, toute remise ou rabais déduit, est supérieur à 200 € HT.
- Les pièces de rechange telles que définies à l'article 3.1.4.

3.1.3. Fournitures, Pièces Détachées et Stocks

Tous les ingrédients, consommables et fournitures nécessaires à l'entretien, aux essais et au bon fonctionnement des équipements sont à la charge intégrale du Titulaire.

Le Titulaire doit, dans le cadre du forfait, fournir toute pièce de rechange dont le montant unitaire, toute remise ou rabais déduit, est inférieur ou égal à 200 € HT au BPU prioritairement ou au catalogue fournisseur.

3.1.4. Processus de Remplacement des Pièces

Le remplacement des pièces se fera de façon limitée aux seules pièces unitaires hors d'usage. Ainsi, sur un ensemble de pièces contenant une pièce hors d'usage, le Titulaire ne doit remplacer que celle-ci et conserver si possible l'ensemble sauf cas exceptionnels dûment justifiés. Les pièces remplacées seront présentées au représentant du Pouvoir Adjudicateur s'il en fait la demande.

3.1.6. Normes et Conformité

Dans tous les cas, le Titulaire a obligation de n'utiliser que des pièces conformes aux normes européennes en vigueur et compatibles avec les installations. La facture du fournisseur d'origine pourra être sollicitée par le représentant du Pouvoir Adjudicateur, le cas échéant elle devra être fournie sous 3 jours ouvrés sous peine de pénalité à l'article 6.1 du CCAP.

3.1.7. Documentation et Suivi

Pour chaque intervention, le Titulaire devra remplir une fiche anomalie ou un rapport spécifique, à la demande de la personne publique, décrivant les éléments suivants, remise au RPA immédiatement :

- Les causes de l'incident, de la panne, ou du désordre avec photo si possible.
- Les dispositions prises, tant provisoires que définitives.
- Dans le cas de travaux hors forfait, la description des travaux et/ou des solutions techniques envisageables, associés à une estimation financière

1.1. Maintenance des systèmes de sécurité incendie (SSI)

La maintenance des systèmes de sécurité incendie (SSI) inclut toutes les opérations nécessaires pour garantir leur bon fonctionnement et leur conformité aux normes en vigueur. Elle se divise en deux catégories : la maintenance préventive et la maintenance corrective.

1.1.1. Maintenance préventive

La maintenance préventive des systèmes de sécurité incendie (SSI) vise à éviter les pannes et à prolonger la durée de vie des équipements. Elle comprend notamment :

- La vérification et le nettoyage des détecteurs de fumée, de chaleur et multi-critères.
- Le contrôle des centrales de détection incendie et des équipements de signalisation.
- La vérification des alimentations de secours et des batteries.
- L'inspection des dispositifs actionnés de sécurité (DAS) tels que les portes coupe-feu et les volets de désenfumage.
- La réalisation de tests fonctionnels pour s'assurer du bon fonctionnement des systèmes.
- La mise à jour des documents techniques et des plans d'installation. Les interventions de maintenance préventive doivent être planifiées et réalisées selon un calendrier établi en début de contrat, en accord avec le pouvoir adjudicateur.
- Le titulaire pourra intervenir dans le cadre de l'article 3.1 du CCTP « maintenance curative » en cas d'anomalie pour les interventions inférieures à 200€ HT.

1.1.2. Maintenance corrective

La maintenance corrective des systèmes de sécurité incendie (SSI) consiste à intervenir en cas de panne ou de dysfonctionnement pour remettre les équipements en état de fonctionnement. Elle inclut :

- Le diagnostic des pannes et la réparation des équipements défectueux.
- Le remplacement des pièces défectueuses par des pièces conformes aux spécifications d'origine.
- La mise à jour des logiciels et des firmwares des équipements, si nécessaire.
- La réalisation de tests de bon fonctionnement après chaque intervention.
- La rédaction de rapports d'intervention détaillant les actions menées et les pièces remplacées. Les interventions de maintenance corrective doivent être réalisées dans les délais définis par le présent marché, en fonction de la criticité des pannes et des besoins de sécurité des sites.

1.2. Maintenance des équipements d'alarme (EA)

La maintenance des équipements d'alarme (EA) inclut toutes les opérations nécessaires pour garantir leur bon fonctionnement et leur conformité aux normes en vigueur. Elle se divise en deux catégories : la maintenance préventive et la maintenance corrective.

1.2.1. Maintenance préventive

La maintenance préventive des équipements d'alarme (EA) vise à éviter les pannes et à prolonger la durée de vie des équipements. Elle comprend notamment :

- La vérification et le nettoyage des diffuseurs sonores et visuels.
- Le contrôle des systèmes de déclenchement manuel et automatique des alarmes.
- La vérification des alimentations de secours et des batteries.
- La réalisation de tests fonctionnels pour s'assurer du bon fonctionnement des systèmes.
- La mise à jour des documents techniques et des plans d'installation. Les interventions de maintenance préventive doivent être planifiées et réalisées selon un calendrier établi en début de

contrat, en accord avec le pouvoir adjudicateur.

1.2.2. Maintenance corrective

La maintenance corrective des équipements d'alarme (EA) consiste à intervenir en cas de panne ou de dysfonctionnement pour remettre les équipements en état de fonctionnement. Elle inclut :

- Le diagnostic des pannes et la réparation des équipements défectueux.
- Le remplacement des pièces défectueuses par des pièces conformes aux spécifications d'origine.
- La mise à jour des logiciels et des firmwares des équipements, si nécessaire.
- La réalisation de tests de bon fonctionnement après chaque intervention.
- La rédaction de rapports d'intervention détaillant les actions menées et les pièces remplacées. Les interventions de maintenance corrective doivent être réalisées dans les délais définis par le présent marché, en fonction de la criticité des pannes et des besoins de sécurité des sites.

1.3. Maintenance des équipements de lutte contre l'incendie (ELI)

La maintenance des équipements de lutte contre l'incendie (ELI) inclut toutes les opérations nécessaires pour garantir leur bon fonctionnement et leur conformité aux normes en vigueur. Elle se divise en deux catégories : la maintenance préventive et la maintenance corrective.

1.3.1. Maintenance préventive

La maintenance préventive des équipements de lutte contre l'incendie (ELI) vise à éviter les pannes et à prolonger la durée de vie des équipements. Elle comprend notamment :

- La vérification et le contrôle des extincteurs portatifs et sur chariot.
- L'inspection des robinets d'incendie armés (RIA) et des colonnes sèches.
- La vérification des systèmes de désenfumage et des exutoires de fumée.
- Le contrôle des systèmes d'extinction automatique (sprinklers, systèmes à gaz, etc.).
- La réalisation de tests fonctionnels pour s'assurer du bon fonctionnement des équipements.
- La mise à jour des documents techniques et des plans d'installation. Les interventions de maintenance préventive doivent être planifiées et réalisées selon un calendrier établi en début de contrat, en accord avec le pouvoir adjudicateur.

1.3.2. Maintenance corrective

La maintenance corrective consiste à rétablir le bon fonctionnement des équipements à la suite d'une défaillance ou d'une panne.

Elle inclut les interventions nécessaires pour réparer ou remplacer les pièces défectueuses, ainsi que les tests de vérification pour s'assurer que les équipements sont de nouveau opérationnels.

Le titulaire doit intervenir dans les délais définis par le marché, en fonction de la gravité de la panne et des besoins de sécurité. Les interventions correctives doivent être documentées dans un rapport détaillé, incluant la nature de la panne, les actions réalisées, les pièces remplacées, et les recommandations pour

éviter de futures défaillances. Le titulaire est responsable de la fourniture des pièces de rechange nécessaires, qui doivent être conformes aux spécifications d'origine ou équivalentes. En cas de panne majeure nécessitant une intervention prolongée, le titulaire doit informer immédiatement le bénéficiaire et proposer des solutions temporaires pour garantir la sécurité des installations.

3 DÉLAIS DE RÉALISATION

3.1 Maintenance préventive

✖ selon le planning d'intervention remis après réception du marché subséquent.

3.2 Maintenance curative

✖ délais d'intervention < 4 h après demande du service par téléphone ou par courriel (diagnostic et dépannage).

3.3 Maintenance corrective

La maintenance corrective prévoit les dispositions suivantes :

- Interventions uniquement du lundi au vendredi entre 7 h et 18h, après demande du service par téléphone ou par courriel, le début d'exécution s'effectuera maximum 5 jours après la réception du bon de commande. Sauf dérogation par le service bénéficiaire.

- remise de devis < à 5 jours à compter de la fin de l'intervention pour diagnostic.

4 DÉMARRAGE DES PRESTATIONS

4.1 Désignation d'un interlocuteur

Dans les cinq (5) jours suivant la réception du marché subséquent, le titulaire désignera un interlocuteur privilégié auprès du service bénéficiaire pour le suivi de l'exécution du marché. Cet interlocuteur devra être doté d'un numéro de téléphone et d'une adresse mail valides.

4.2 Inventaire des équipements

- par le Titulaire

Le titulaire peut établir un inventaire détaillé des équipements de sécurité incendie, des équipements d'alarme et des équipements de lutte contre l'incendie présents sur les sites concernés par le marché à la demande du service bénéficiaire .

Cet inventaire doit inclure les informations suivantes : la description des équipements, leur localisation, leur état général, leur date de mise en service, et les interventions de maintenance déjà réalisées.

L'inventaire doit être mis à jour régulièrement, notamment après chaque intervention de maintenance, et être accessible au bénéficiaire. Le titulaire doit également fournir un rapport annuel récapitulatif de l'état des équipements, incluant les recommandations pour les améliorations ou les remplacements nécessaires.

Le titulaire doit établir un rapport annuel à date anniversaire de l'accord cadre, comprenant les interventions préventives, curatives et correctives.

le titulaire devra mettre à jour l'inventaire et fournir un rapport comportant les rapports annuels, 8 mois avant la date de fin de l'accord cadre,

Cet inventaire sera validé par le responsable du site concerné.

- **par le service bénéficiaire**

Le service bénéficiaire peut apporter son propre inventaire détaillé des équipements de sécurité incendie, des équipements d'alarme et des équipements de lutte contre l'incendie présents sur les sites concernés par le marché. Il appartient alors au titulaire d'en vérifier l'exhaustivité dans le mois suivant la notification du marché subséquent et d'apporter les correctifs à cet inventaire.

4.3 Réalisation de plan

Sur commande du service bénéficiaire, le titulaire réalise un inventaire et des plans des équipements ELI, SSI, EA du site. Ils comprennent par bâtiment et par niveau la mise en évidence des murs porteurs et cloisons, le positionnement et l'identification des différents équipements, les cheminements et circuits électriques ou de fluides associés, les réseaux électriques primaires (TGBT, compteurs...), les indication des circuits et sorties de secours.

Le rendu sur support informatique devra être fait sur clé USB au format compatible AUTOCAD pour les plans (.DXF et .DWG) et les fichiers de visualisation au format Acrobat .PDF

Pour les fichiers .DWG et .PDF, les mises en page devront être configurées pour une visualisation sur écran et pour que les impressions papier soient parfaitement lisibles (réglage de la couleur et de l'épaisseur des traits, des hachures, des textes) et su impression A3 ou taille supérieur.

L'inventaire de la liste des équipements est rendu sous format calc ou excel avec à minima la catégorie et classification d'équipement, le fabricant, la marque, le modèle, la référence du produit, la référence commerciale fournisseur, la localisation, l'année d'installation (si connue), la durée de vie, la nature et la fréquence des contrôles nécessaire, la date du dernier contrôle

La prestation peut également consister à effectuer le récolement de plan existant avec l'inventaire de la situation actuelle.

1.4. Systèmes de sécurité incendie (SSI)

Les systèmes de sécurité incendie (SSI) comprennent les équipements de détection et de signalisation d'incendie, les dispositifs de mise en sécurité, et les systèmes de contrôle et de commande. Le titulaire doit assurer la maintenance préventive et corrective de ces systèmes, conformément aux normes en vigueur et aux recommandations des constructeurs. Les interventions doivent inclure le nettoyage, le contrôle des connexions, la vérification des alimentations électriques, et les tests de fonctionnement des détecteurs, des déclencheurs manuels, des avertisseurs sonores et visuels, et des dispositifs actionnés de sécurité. Le titulaire doit également vérifier la conformité des SSI avec les plans de sécurité incendie et proposer des améliorations si nécessaire.

1.5. Équipements d'alarme (EA)

Les équipements d'alarme (EA) comprennent les dispositifs de signalisation sonore et visuelle, les systèmes de transmission des alarmes, et les équipements de contrôle et de commande associés. Le titulaire doit assurer la maintenance préventive et corrective de ces équipements, en respectant les normes en vigueur et les recommandations des constructeurs. Les interventions doivent inclure le nettoyage, le contrôle des connexions, la vérification des alimentations électriques, et les tests de fonctionnement des avertisseurs sonores et visuels, des dispositifs de transmission des alarmes, et des équipements de contrôle et de

commande. Le titulaire doit également vérifier la conformité des EA avec les plans de sécurité incendie et proposer des améliorations si nécessaire.

1.6. Équipements de lutte contre l'incendie (ELI)

Les équipements de lutte contre l'incendie (ELI) comprennent les extincteurs, les systèmes d'extinction automatique, les équipements de désenfumage, et les dispositifs de compartimentage. Le titulaire doit assurer la maintenance préventive et corrective de ces équipements, conformément aux normes en vigueur et aux recommandations des constructeurs. Les interventions doivent inclure le nettoyage, le contrôle des connexions, la vérification des alimentations électriques, et les tests de fonctionnement des extincteurs, des systèmes d'extinction automatique, des équipements de désenfumage, et des dispositifs de compartimentage. Le titulaire doit également vérifier la conformité des ELI avec les plans de sécurité incendie et proposer des améliorations si nécessaire.

4.4 Planning des interventions

Dans le cadre de la maintenance préventive, dans un délai de **un (1) MOIS** à partir de la réception du marché subséquent, le titulaire est tenu de fournir au service bénéficiaire un planning des interventions préventives pour l'année et pour chacun des sites concernés.

Chaque intervention doit préciser les dates et heures de visite et doit faire l'objet d'une confirmation écrite au **moins huit (8) JOURS à l'avance**.

Les interventions de maintenance préventive devront être exécutées conformément au plan de prévention et de son planning. Dans le cas contraire, les pénalités prévues au contrat sont applicables.

Dans le cas où l'intervention n'aurait pu être exécutée à la date prévue pour une raison valable et motivée, le responsable de site pourra fixer une nouvelle date d'exécution.

Si cette nouvelle date n'est pas respectée par le titulaire, les pénalités prévues seront appliquées conformément à l'article 6.2 du CCAP. Le planning des interventions préventives pourra être modifié en cours d'année, en fonction des conditions utilisation des équipements ou d'événements spécifiques.

DOCUMENTATION

Au titre de la traçabilité des interventions, le titulaire devra établir ou tenir à jour les documents listés dans le présent article.

5.1 Dossier d'identité du SSI (lots 1 à 5 uniquement)

Le titulaire s'engage à mettre à jour le dossier d'identité du S.S.I au fur et à mesure de ses interventions. Lorsque ce dossier n'existe pas, il constitue un dossier contenant tous les éléments en sa possession qui permettront ultérieurement de créer ce dossier. Dans le cas où un coordinateur S.S.I serait missionné pour établir ce dossier d'identité du S.S.I, le titulaire se tient à sa disposition et lui transmet tout élément utile en sa possession.

5.2 Rapport de recensement (visite préliminaire)

Le titulaire, doit effectuer un rapport reprenant l'ensemble des matériels installés dans le bâtiment.

Il comprend au minimum les informations suivantes :

- La date et l'heure de l'intervention
- Le nom du technicien intervenant
- Le nombre de chaque matériel dans le bâtiment qui est maintenu avec la marque, la conformité (en rapport à la réglementation), la numérotation, la localisation...
- Les observations éventuelles, conseil et réparations ou travaux à prévoir.

5.3 Rapport d'intervention

Le rapport d'intervention est rédigé par le titulaire pour chaque intervention de maintenance préventive, curative ou corrective.

Il comprend notamment les renseignements suivants :

- La date et l'heure de l'intervention
- Le nom du technicien intervenant
- La description des équipements concernés
- Les actions réalisées
- Les consommables et pièces détachées utilisés
- Les observations et recommandations éventuelles
- photos

Le titulaire y décrit les interventions qu'il a été amené à effectuer pour corriger les anomalies constatées. Ce rapport doit être retourné au responsable de site :

- pour la maintenance curative et corrective : dans les 48 heures suivant l'opération ;
- pour la maintenance préventive : dans les 7 jours calendaires suivant l'intervention.

En cas d'absence de retard du rapport d'intervention une pénalité prévue à l'article 6.2 du CCAP s'appliquera

5.4 Registre de sécurité

Le titulaire du marché doit renseigner le registre de sécurité de l'établissement pour chaque intervention réalisée. Ce registre doit inclure les informations suivantes :

- la date et l'heure de l'intervention,
- la nature des travaux effectués,
- les pièces remplacées, les observations et recommandations, ainsi que le nom, le prénom et la signature du technicien intervenant.

Le registre de sécurité doit être mis à jour régulièrement et être accessible au responsable de la sécurité de

l'établissement dans les 48 heures de l'intervention .

En cas de non-respect de cette obligation, des pénalités pourront être appliquées conformément aux dispositions de l'article 6.2 du CCAP.

5.5 Rapport annuel d'intervention

Le rapport annuel comportera le récapitulatif des différentes interventions effectuées au cours de l'année à chaque service bénéficiaire :

- le récapitulatif des différentes interventions effectuées au cours de l'année et des matériels remplacés (ainsi que la synthèse des factures associées),
- la liste des devis proposés et le cumul des devis acceptés,
- les anomalies principales et les faits marquants,
- un rapport précisant les non-conformités éventuelles des installations concernées par le marché en rapport avec les dispositions réglementaires ou normatives applicables à la date de mise en œuvre du Système de Sécurité Incendie et des Équipements d'Alarmes (lots 1 à 5) ou des Équipements de Lutte contre l'Incendie (lots 6 à 10) ainsi que toutes suggestions relatives à l'évolution de la réglementation portant sur les installations précitées,
- un rapport technique sur l'état des matériels,
- une prévision budgétaire de travaux éventuels à effectuer pour l'année à venir et pour les trois (3) années à venir.
- Ce rapport annuel sera remis et commenté à chaque responsable de site, au plus tard deux (2) semaines avant la fin du marché subséquent, sous peine d'application des pénalités prévues à l'article 6.2 du CCAP.

5.6 Synthèse annuelle

Le titulaire de l'accord-cadre met à la disposition à la PFRA, dans les 15 jours avant la date anniversaire de celui-ci, la synthèse des marchés subséquents et bons de commande passés par les services bénéficiaires depuis la notification de l'accord-cadre en remplissant l'annexe 1 du CCTP.

En cas de non-respect de cette obligation (envoi et respect du formalisme), des pénalités pourront être appliquées conformément aux dispositions de l'article 6.2 du CCAP.

ARTICLE 2. OUTIL DE SUIVI DU CONTRAT

Le titulaire doit mettre en place un outil de suivi du contrat permettant de gérer et de suivre l'ensemble des interventions de maintenance. Cet outil doit inclure les fonctionnalités suivantes :

- planification des interventions,
- suivi des travaux réalisés,

- gestion des pièces détachées et consommables,
- génération de rapports d'activité, et communication avec le référent technique du site.

L'outil de suivi doit être accessible en ligne et permettre une consultation en temps réel des données.

Le titulaire doit fournir une formation à l'utilisation de cet outil aux personnes désignées par le service bénéficiaire,

La fourniture comprend l'implémentation de l'outil, la maintenance corrective de l'outil, les licences logicielles éventuelles, les mise à jour et montée de version, un support utilisateur en ligne et une documentation.

ARTICLE 3. NORMES ET RÉFÉRENTIELS

Le titulaire doit se conformer aux normes et référentiels en vigueur pour l'exécution des prestations de maintenance. Ces normes et référentiels incluent les normes de sécurité incendie, les réglementations techniques, et les recommandations des fabricants des équipements. Le respect des normes et référentiels est essentiel pour garantir la qualité et la sécurité des interventions de maintenance.

3.1. Normes applicables

Les prestations de maintenance doivent être réalisées conformément aux normes applicables, telles que les normes NF S 61-933 pour les systèmes de sécurité incendie, NF S 61-922 pour les extincteurs, et NF EN 45544-4 pour les systèmes de détection de gaz. Le titulaire doit également se conformer aux réglementations locales et nationales en matière de sécurité incendie et de protection des personnes. Toute évolution des normes applicables doit être signalée à l'établissement et intégrée au programme de maintenance.

3.2. Référentiels techniques

Le titulaire doit se référer aux documents techniques des fabricants des équipements pour réaliser les prestations de maintenance. Ces documents incluent les notices d'entretien, les manuels d'utilisation, et les recommandations spécifiques des fabricants. Le titulaire doit également se conformer aux référentiels techniques établis par les organismes de certification et de contrôle. Le respect des référentiels techniques est essentiel pour garantir la fiabilité et la performance des équipements.

Le titulaire s'engage à respecter les principes de protection de l'environnement dans l'exécution des prestations de maintenance. Cela inclut la gestion responsable des déchets, la réduction des émissions polluantes, et l'utilisation de produits et matériaux écologiques. Le titulaire doit également sensibiliser son personnel aux bonnes pratiques environnementales et veiller à minimiser l'impact de ses activités sur l'environnement.

6.1 Qualité environnementale des produits et équipements

Le **pouvoir** adjudicateur entend s'impliquer fortement dans une démarche de *qualité environnementale des bâtiments* (QEB).

Dans ce cadre, les titulaires doivent utiliser, dès lors qu'ils existent, des produits et équipements marqués conformes à la norme « NF Environnement » ou équivalent.

Aussi, sur simple demande du service bénéficiaire, le titulaire doit porter à sa connaissance les caractéristiques techniques des équipements mis en œuvre en termes de performances énergétiques. Quand cela est possible, les entreprises proposeront des équipements affichant un écolabel certifié par un organisme.

D'autre part, les titulaires, en respect des démarches du pouvoir adjudicateur dans ce domaine, doivent tenir un rôle de conseil auprès des services bénéficiaires, dans la mise en œuvre de produits et équipements compatibles avec cette approche du développement durable.

3.3. Gestion des déchets

Le titulaire est responsable de la gestion et de l'élimination des déchets générés lors des interventions de maintenance. Les déchets doivent être triés, stockés, et évacués conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire doit fournir des documents de traçabilité pour les déchets traités, incluant les destinations finales, les volumes, et les méthodes de traitement. En cas de non-respect de ces obligations, l'établissement se réserve le droit de confier les opérations de nettoyage et d'enlèvement des déchets à une entreprise tierce, aux frais du titulaire.

3.4. Éco-conduite

Le titulaire s'engage à adopter une conduite éco-responsable dans l'exécution de ses prestations. Cela inclut l'utilisation de véhicules à faible émission de CO₂, la réduction des déplacements inutiles grâce à une planification optimisée des interventions, et la sensibilisation de son personnel aux pratiques de conduite économique. Le titulaire devra fournir un rapport annuel détaillant les mesures mises en place et les résultats obtenus en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

CLAUSES DIVERSES

7.1 Obligation de conseil

Le titulaire est tenu, dans le cadre du marché, d'assister le responsable de site :

- au cours des visites réglementaires relatives à ses installations, effectuées par tout organisme de **contrôle**,
- au cours des visites ou essais qu'il convient d'effectuer pour améliorer les performances des équipements. Il participe à l'analyse des résultats.

Le titulaire assiste le responsable de site pour les choix économiques liés à la stratégie de maintenance des équipements et installations qui relèvent de ses interventions.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de l'intervention du personnel du responsable de site pour refuser la réparation au titre des garanties contractuelles.

7.2 Plan de prévention

Le titulaire devra fournir à chaque responsable de site, tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention conformément aux prescriptions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 et de la circulaire ORT n° 96-S du 10 avril 1996.

Afin de prévenir tout risque d'accidents, le responsable habilité de l'entreprise titulaire, s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de ladite entreprise (et de ses co-traitants et sous-traitants éventuels) devant intervenir sur le site.

7.3 Outillage

Le titulaire doit disposer de l'outillage nécessaire pour réaliser les prestations de maintenance prévues au marché. Cet outillage doit être conforme aux normes en vigueur et régulièrement vérifié pour garantir son bon état de fonctionnement. Le titulaire est responsable de la sécurité de ses outils et doit veiller à ce qu'ils ne soient pas accessibles aux personnes non autorisées. En cas de perte ou de détérioration de l'outillage, le titulaire doit le remplacer sans délai afin de ne pas perturber l'exécution des prestations.

7.4 Nettoyage

Le titulaire est responsable du nettoyage des zones d'intervention après chaque prestation. Cela inclut l'élimination des déchets produits, le rangement de l'outillage et la remise en état des lieux. Le titulaire doit veiller à ce que les zones d'intervention soient laissées propres et sécurisées. En cas de non-respect de ces obligations, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel à une entreprise tierce pour effectuer le nettoyage, aux frais du titulaire.

7.5 Récupération d'équipements

Lorsque la dépose d'équipements donne lieu à récupération pour le compte du service bénéficiaire sans enlèvement, cette spécification est **indiquée** dans le bon de commande.

7.6 Prestations sur bâtiments classés

Des interventions peuvent concerner des bâtiments classés monuments historiques, inscrits à l'inventaire

supplémentaire ou situés en périmètre de protection d'un monument. Dans ce cas, le titulaire doit veiller par ses interventions, à ne pas dénaturer l'aspect des ouvrages.

En concertation avec le service bénéficiaire, l'entreprise prend toutes les dispositions nécessaires afin de respecter les exigences de l'Architecte des bâtiments de France. Si les interventions nécessitent une qualification particulière que le titulaire ne peut produire, les dites interventions sortent du champ du présent accord-cadre.